



WWJMRD 2025; 11(12): 09-24
www.wwjmr.com
International Journal
Peer Reviewed Journal
Refereed Journal
Indexed Journal
Impact Factor SJIF 2017:
5.182 2018: 5.51, (ISI) 2020-
2021: 1.361
E-ISSN: 2454-6615

**ZITAMELET KIZOT Rodolphe
Edgard**
Enseignant-chercheur à
l'Université Marien NGOUABI
Ecole Normale
d'Administration et de la
Magistrature, République du
Congo.

Analyse des effets de l'entrepreneuriat Sur La Croissance Economique Dans Les Pays En Developpement : Cas De La Republique Du Congo

ZITAMELET KIZOT Rodolphe Edgard

Abstract

The objective of this thesis is to analyze the effects of entrepreneurship on economic growth in the Republic of Congo. The ARDL model was used with a time series ranging from 2000 to 2020. Our results show that in the short term, entrepreneurship is significant and negatively explains economic growth. In the long term, the entrepreneurship variable positively explains economic growth. These results have enabled us to make a number of recommendations to the relevant authorities: We suggest that the public authorities encourage high-quality entrepreneurship focused on exploiting opportunities in sectors such as transport services, agri-food, forestry, and mining. With regard to the ease of doing business index, we suggest that public authorities encourage business creation by making improvements in areas such as infrastructure, access to finance, administrative burdens (high costs and long delays for licensing and business registration), and lower taxation.

Keywords: entrepreneurship, economic growth, ARDL process.
CLASSIFICATION JEL L26 ; O40 ; O11.

1. Introduction

1.1- Contexte et justification

L'entrepreneuriat est désormais reconnu, à l'échelle mondiale, comme un moteur essentiel du développement économique et social (Baldegger et Straub, 2010). Le capital d'investissement entrepreneurial qui en constitue la base, comme le souligne Thurik (2009), est considéré comme un facteur clé favorisant la croissance économique, l'innovation et la création d'emplois. Toutefois, l'expression de l'activité entrepreneuriale varie d'un pays à l'autre en fonction du contexte institutionnel, du niveau de développement (Thurik et Reynolds, 2005) et des orientations culturelles propres à chaque société. L'entrepreneuriat stimule ainsi l'économie à travers l'amélioration de la productivité, la génération d'emplois et l'augmentation des recettes fiscales. Néanmoins, malgré l'essor de la création d'entreprises, beaucoup d'entre elles demeurent peu innovantes et leur contribution à la croissance économique reste limitée et instable.

La fluctuation évoquée se manifeste de la manière suivante : le taux de croissance économique mondiale est passé de 2,8 % en 2019 à 3,3 % en 2020, avant de retomber à 0,6 % en 2021. En Afrique subsaharienne, la croissance réelle du produit intérieur brut a également reculé, passant de 3,2 % en 2019 à 2,5 % en 2020, puis remontant légèrement à 3,1 % en 2021 (FMI, 2021). Dans la zone CEMAC, la croissance économique a chuté de 2,1 % en 2019 à -2,1 % en 2020 (BEAC, 2021), sous l'effet d'un repli simultané des industries pétrolières et non pétrolières. En République du Congo, cette dynamique a été encore plus marquée : le taux de croissance est passé de 0,6 % en 2019 à -9,8 % en 2020 (FMI, 2021), en raison notamment de l'instabilité de la production pétrolière.

Historiquement, l'État congolais a occupé une place centrale dans les politiques économiques, en privilégiant le développement d'une production nationale à travers la création d'industries supposées impulser l'industrialisation. Trois phases majeures ont marqué l'évolution de la création d'entreprises dans le pays. La première correspond à la période allant des années 1960 aux années 1980, dominée par une idéologie marxiste. Cette

Correspondence:
**ZITAMELET KIZOT Rodolphe
Edgard**
Enseignant-chercheur à
l'Université Marien NGOUABI
Ecole Normale
d'Administration et de la
Magistrature, République du
Congo.

orientation a conféré à l'État un rôle économique prépondérant, transformant ainsi le système productif congolais en un modèle caractérisé par la prédominance du secteur public et la fragilité du secteur privé.

La deuxième phase débute avec la crise économique des années 1980, qui a conduit à l'adoption des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Ces réformes ont entraîné la fermeture ou la privatisation d'une grande partie des entreprises publiques, provoquant une hausse significative du chômage. Cette situation a touché à la fois les travailleurs licenciés à la suite de la dissolution des entreprises étatiques et les nouveaux entrants sur le marché du travail. Le taux de chômage est ainsi passé de 11,4 % en 1971 à 28,10 % en 2009.

L'ouverture de l'économie congolaise, amorcée sous la pression des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980, s'est progressivement accélérée. Elle a d'abord été renforcée par la Conférence nationale de 1991, qui a marqué la fin du parti unique et de l'idéologie marxiste, puis par le processus d'internationalisation de l'économie. Cette évolution s'est traduite par une restructuration du système économique, désormais davantage orienté vers le développement du secteur privé, en particulier dans le domaine tertiaire (Makosso, 2013).

L'activité entrepreneuriale en République du Congo, mesurée notamment par le taux d'activité entrepreneuriale, se déploie toutefois dans un environnement peu favorable. D'après le rapport Doing Business (2012), le pays se classe 181^e sur 183 selon l'indicateur « facilité de faire des affaires », 175^e sur 183 pour la « création d'entreprises » et 98^e pour « l'obtention de prêts ». Ces résultats contrastent fortement avec le principe selon lequel l'entrepreneur doit évoluer dans un cadre institutionnel propice à l'exercice de sa fonction essentielle : la création (Baldegger, Blulbart, Schuffel et Straub, 2010).

La nécessité de dynamiser l'économie par l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise suscite aujourd'hui un intérêt croissant dans les milieux économiques. La vitalité d'une économie dépend en grande partie de la dynamique des entreprises qui y opèrent. Le secteur privé, au cœur de cette dynamique, constitue un levier essentiel de croissance. À l'échelle mondiale, il représente près de 70 % du PIB et plus de 90 % des entreprises existantes (BIT, 2015). Il est donc indéniablement un pilier du développement socio-économique.

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs événements mondiaux majeurs la crise financière de 2008, le choc pétrolier de 2014 et la crise sanitaire de 2019 ont provoqué une récession de l'économie mondiale. Ces perturbations ont fragilisé le tissu entrepreneurial, entraînant de nombreuses faillites. Si certaines entreprises ont su émerger et se développer malgré ces défis, d'autres, en revanche, se retrouvent aujourd'hui au bord de la faillite. Devant cette situation, nombreux des pays ont adopté les mesures et réformes et les ont intégrées dans leurs politiques de développement afin de promouvoir l'entrepreneuriat, suite à l'adoption de la résolution 67/202 sur l'entrepreneuriat promis au service du développement (CNUCED, 2012).

En Afrique subsaharienne, le secteur privé est confronté à beaucoup de difficultés qui retardent son développement, parmi lesquelles, on peut citer l'accès au financement, le niveau de chômage élevé, le niveau de revenu par habitant très faible et le manque de performance au niveau des

entreprises, etc. Selon la CNUCED (2015), le manque d'accès au financement constitue le principal obstacle à la croissance pour 410 millions d'entreprises au niveau mondial. Pour remédier à ces problèmes plusieurs auteurs (Sabena, 2021 ; Thurik, 2009) ont proposé des solutions. En effet, dans le vocabulaire du global entrepreneurship monitor (GEM), les conditions cadres de l'entrepreneuriat intègrent plusieurs facteurs environnementaux qui revêtent une importance majeure pour le démarrage et la croissance des entreprises.

Ces facteurs se rapportent aux conditions financières et à l'infrastructure institutionnelle, en particulier la confiance des individus dans les normes établies dans la société. Elles sont considérées comme étant une piste de solution. Par ailleurs, en République du Congo certains facteurs d'ordre culturels, institutionnels et économique expliquent la source de la renaissance entrepreneuriale. Tout d'abord Concernant les facteurs culturels, les Congolais n'ont pas la culture de l'entrepreneuriat suite aux idées reçues et le système éducatif basé sur l'enseignement général qui n'encourage pas l'esprit d'entreprise (Nzaou, 2015).

Ensuite, concernant les institutions la mise en oeuvre des structures d'appui aux PME constituent une possibilité de favoriser la création, la promotion et l'évolution des PME. Celles-ci ressortent de la conférence nationale d'Etat en 1975 sur la cause de la faillite des entreprises publiques. Deux structures en charges des questions relatives à l'appui technique et financier sont créées : l'Agence de développement de la PME (ADPME) et le fonds de garantie et de soutien (FGS). Malgré de nombreux services fournis par ces deux structures, il y avait encore un obstacle majeur à la création d'entreprise : les formalités à remplir. Pour simplifier ces formalités administratives, il a été créé par décret n°95-193 du 18 octobre 1995 le centre de formalités des entreprises (CFE) ayant pour mission de permettre aux entrepreneurs congolais de souscrire dans un seul endroit et sur un même document, les déclarations auxquelles ils sont tenus par les lois et les règlements en vigueur dans les domaines juridique, administratif, social et statistique, afférents à leur création, à la modification de leur situation ou à la cessation de leur activité.

De plus, le réseau des entrepreneurs comme l'association pointe noire industrielle (APNI) est une structure qui regroupe les très petites entreprises, les PME/PMI, les grandes

Entreprises, l'Etat et les Organisations non gouvernementales (ONG) sous la recommandation de la chambre de commerce, d'industrie et des métiers. Cette politique cherche à promouvoir la formation des « clusters » entre les entreprises de taille différente. Les modalités d'intervention de l'APNI sont énumérées ci-après : appui technologique et partage de compétences, aide financière à la création et/ou au développement des PME/PMI. Dans cette perspective, l'APNI entend être un lieu privilégié de réflexion, d'échanges et d'initiatives entre différents partenaires institutionnels, économiques et associatifs concernés par les questions de développement économique local. Par ailleurs, le Forum des jeunes entreprises (FJE) et l'espace créateur dont l'objectif principal est d'encourager les initiatives individuelles et collectives, l'appui et la promotion à la création, la mobilisation et le renforcement des capacités entrepreneuriales et managériales des créateurs.

Enfin, les facteurs d'ordre économique avec le niveau de

chômage qui a évolué de manière croissante depuis plusieurs années de 13,1% en 1974 et 19,4% en 2005 (ECOM, 2005), selon l'office national de la main d'œuvre (ONEMO) en 2011 à 34,2% et touche essentiellement les jeunes en grande majorité sans qualification professionnelle concrète. Devant ce chômage, les jeunes cherchent aujourd'hui à créer leur propre emploi à travers la micro-entreprise. Toutefois, la question de l'effet de l'entrepreneuriat sur la croissance économique révèle un intérêt majeur et en particulier pour les chercheurs et cette dernière a fait l'objet de vaste controverse tant théorique qu'empirique dans la littérature économique.

Du point de vue théorique deux approches s'affrontent. L'approche schumpétérienne et l'approche néo-autrichienne. Schumpeter (1911), affirme que l'entrepreneur est le facteur dynamisant de la croissance économique. Son rôle dans le système économique libéral consiste dans la mise en place des nouvelles combinaisons, c'est à dire des innovations. Par ses innovations, l'entrepreneur schumpetérien induit des déséquilibres sur le marché dans le cadre du mécanisme de destruction créatrice.

Cette destruction créatrice est à l'origine du dynamisme économique et de la croissance à long terme dans la mesure où la sortie d'un certains nombres de firmes sur le marché permet de libérer des ressources jusqu'alors utilisées autrement et rend possible leur réaffectation selon de nouveaux agencements (Dejardin, 2003).

Selon cette approche, l'effet de l'activité entrepreneuriale sur la croissance économique résulte des qualités intrinsèques que possède l'entrepreneur, précisément sa capacité à innover c'est à dire à valoriser économiquement une invention, une découverte, une idée. De façon globale, l'entrepreneuriat favorise la croissance économique grâce à l'implémentation d'innovations qui apportent de la valeur ajoutée. En revanche selon

l'approche Kirznérienne (1977) l'entrepreneur est un individu qui perçoit des opportunités de profit que d'autres ne voient pas et qui recourt à un arbitre pour modifier l'équilibre du marché en vue de réaliser un profit. Il s'agit d'un profit d'arbitrage qui résulte d'une décision simultanée d'achat et de vente suite à la découverte de différence de prix avantageuse dont l'existence est basée sur la présence des « poches d'ignorance » ; par exemple l'ignorance de la part des vendeurs sur les dispositions des acheteurs à accepter des prix plus élevés, et de la part des acheteurs sur les dispositions des vendeurs à vendre à des prix plus bas. Dans cette optique, la croissance économique s'explique donc par la vigilance aux opportunités de profit qui trouve elle-même son explication dans le nombre d'opportunités non encore exploitées par les agents présents sur le marché. Du point de vue empirique, les résultats apparaissent mitigés. En effet, d'aucuns trouvent les résultats selon lesquels l'activité entrepreneuriale contribue à la richesse nationale tels que Feki et Chtourou, (2014), Salim et Anis (2017), Ilhem (2021). D'autres trouvent les résultats négatifs tels que Van Stel *et al.* (2004), Mekhezoumi (2021) et Nzaou (2015). En effet, le Congo s'est engagé au cours des deux dernières décennies dans un vaste chantier de réformes ambitieuses ciblant l'intégration dans l'économie mondiale et le développement de son tissu productif. Dans cette optique nous avons l'amélioration du climat des affaires, les mesures incitatives ont été mises en place afin de

promouvoir l'activité entrepreneuriale telle que l'adoption par décret numéro 2011-259 du 25 mars 2011, d'un plan d'action pour améliorer le climat des affaires.

La mise en œuvre de ce plan a donné naissance à deux structures d'appui telles que la maison de l'entreprise du Congo (MEC) et l'agence de la promotion des investissements (API). Toutefois il convient de signaler que l'influence de l'activité entrepreneuriale sur la croissance économique dépend du niveau de développement économique d'un pays. Cependant, l'économie congolaise n'est pas diversifiée et l'activité entrepreneuriale n'est pas en mesure de booster la croissance économique.

Les entrepreneurs congolais font pour la majorité un entrepreneuriat de survie ou de nécessité, ils sont confrontés aux difficultés comme l'accès au crédit, le niveau élevé des coûts de facteurs de production, l'insuffisance des infrastructures économiques de qualité, la faible incitation d'entreprise et faible niveau de qualification de main d'œuvre (PND 2022-2026). D'après les données la Banque Mondiale (2021), la croissance économique devrait rebondir entre 2022 et 2023 avec un taux de 2,7% en moyenne grâce à une reprise progressive du secteur non pétrolier. Ce qui fait que dans le PND 2022-2026 la stratégie de la transformation et de la diversification de l'économie repose essentiellement sur le secteur privé. Suite à ce constat, il est intéressant d'analyser l'impact de l'entrepreneuriat sur la croissance économique.

I.2- Intérêt

L'intérêt de la thématique de notre travail est d'une portée théorique et empirique. Sur le plan théorique, il aide à mettre en lumière les théories économiques qui analysent le lien entre l'entrepreneuriat et la croissance du produit intérieur brut dans la société. Sur le plan empirique, il permet de mieux comprendre les effets de l'entrepreneuriat sur la richesse nationale en République du Congo. Pour la pertinence de cette étude, elle permet d'expliquer aux autorités publiques la nécessité de stimuler l'économie à travers l'activité entrepreneuriale étant donné que la vitalité d'une économie dépend notamment de l'activité entrepreneuriale dynamique.

I.3- Problématique

La croissance économique étant une ressource que recherche toute économie du monde entier. La recherche de booster la croissance économique par l'activité entrepreneuriale a fait et fait toujours l'objet d'un bon nombre de travaux théoriques et empiriques. Schumpeter (1911), approuve que l'entrepreneur soit le facteur dynamisant de l'expansion économique. Son rôle dans le système économique libéral consiste dans la mise en place des nouvelles combinaisons, c'est à dire des innovations. Par ses innovations, l'entrepreneur schumpetérien induit des déséquilibres sur le marché dans le contexte du processus de destruction créatrice. Ce processus d'innovation entraîne la disparition des entreprises anciennes et des anciennes technologies qui est à l'origine du dynamisme économique et de la croissance à long terme dans la mesure où la sortie de certaines firmes sur le marché permet de libérer des ressources jusqu'alors utilisées autrement et rend possible leur réaffectation selon de nouvelles combinaisons. L'entrepreneur proche, l'influence de l'entrepreneuriat sur la croissance économique résulte des qualités intrinsèques que possède l'entrepreneur, précisément sa capacité à innover c'est à dire à valoriser économiquement une invention, une

découverte, une idée.

De façon globale, l'entrepreneuriat favorise la croissance économique grâce à la mise en place d'innovations qui apportent de la valeur ajoutée cet entrepreneuriat est appelé l'entrepreneuriat d'opportunité. En revanche Kirzner (1977) soutient que l'entrepreneur est un individu qui perçoit des opportunités de profit que d'autres ne voient pas et qui recourt à un arbitre pour modifier l'équilibre du marché en vue de réaliser un profit. Il s'agit d'un profit d'arbitrage qui résulte d'une décision simultanée d'achat et de vente suite à la découverte de différence de prix avantageuse dont l'existence est basée sur la présence des poches « poches d'ignorance » ; par exemple l'ignorance provenant des vendeurs sur les dispositions des acheteurs à accepter des prix plus accrus, et de la part des acheteurs sur les dispositions des vendeurs à vendre à des tarifs plus bas. Dans cette optique, la croissance économique s'explique donc par la vigilance aux opportunités de profit qui trouve elle-même son explication dans le nombre d'opportunités non encore exploitées par les agents présents sur le marché. Il en découle de la revue de la littérature deux types d'entrepreneuriat qui sont l'entrepreneuriat d'opportunité et de nécessité. De ce fait, il nous incombe de vérifier quel type d'entrepreneuriat qui prévaut dans l'économie congolaise. D'où la nécessité de chercher à répondre à la question ci-après : l'activité entrepreneuriale en République Congo impacte-elle la croissance économique ?

I.4 – Objectif

L'objectif général de ce travail de recherche est d'analyser les effets de l'entrepreneuriat sur la croissance économique.

I.5- Hypothèse

Ce travail de recherche soutient l'hypothèse selon laquelle, l'entrepreneuriat contribue à améliorer la croissance économique en République du Congo dans le cadre d'un entrepreneuriat d'opportunité.

II. Revue de la Littérature

La littérature portant sur l'impact de l'entrepreneuriat et la croissance économique est vaste et attire les chercheurs qui émettent des pensées suscitant des controverses tant au niveau théorique qu'empirique.

II.1. Revue de la littérature théorique

La relation entre entrepreneuriat et croissance économique découle de la théorie de J.B. Say (1803) pour qui « l'entrepreneur est un acteur clé dans le processus de production et de création de richesse ». Dans cette perspective, Schumpeter (1911) vient développer cette idée en introduisant le concept d'innovation comme moteur principal de cette croissance.

La relation entre entrepreneuriat et croissance économique émane de la théorie de Joseph Schumpeter. En effet, Schumpeter (1911), dans son livre intitulé : « la théorie de l'évolution économique » met en avant ses idées sur la dynamique économique, l'innovation et l'entrepreneuriat. Schumpeter pense que l'innovation est le moteur de changement économique par l'introduction des nouveaux produits, de nouvelles méthodes de production, de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matière première et de nouvelles formes d'organisation. A cela s'ajoute la notion de destruction créatrice qui entraîne la disparition des anciennes entreprises et des anciennes technologies, mais en même temps il crée de nouvelles entreprises et opportunités. Cette dynamique est fondamentale pour le développement économique et la

croissance économique à long terme. L'entrepreneur est l'agent de changement qui prend les risques pour introduire des innovations dans l'économie, il n'est pas seulement gestionnaire de ressource, mais aussi un visionnaire qui transforme les marchés. Par conséquent, le cycle économique connaîtra les périodes de croissance qui seront suivies de récessions en raison de l'impact des innovations qui perturbent l'équilibre économique.

Sur le plan théorique trois approches ont fourni des arguments éclairant cette relation à savoir : l'approche schumpétérienne, l'approche néo-autrichienne ainsi que l'approche qui réconcilie les deux approches.

a) L'approche schumpétérienne

Schumpeter (1911), l'entrepreneur est le facteur dynamisant de l'expansion économique. Son rôle dans le système économique libéral consiste à l'application des nouvelles combinaisons, c'est à dire des innovations. Par ses innovations, l'entrepreneur schumpétérien induit des déséquilibres sur le marché dans une dynamique de destruction créatrice. Le mécanisme où les anciennes entreprises disparaissent au profit de nouvelles firmes plus innovantes. Cette destruction est à l'origine du dynamisme économique et de la croissance à longue échéance dans la mesure où la sortie de certaines firmes sur le marché permet de libérer des ressources jusqu'alors utilisées autrement et rend possible leur réaffectation selon de nouvelles configurations (Dejardin, 2003). Selon cette approche, l'influence de l'activité entrepreneuriale sur la croissance économique résulte des qualités intrinsèques que possède l'entrepreneur, précisément sa capacité à innover c'est à dire à valoriser économiquement une invention, une découverte, une idée. De façon globale, l'entrepreneuriat favorise la croissance économique à travers la mise en place d'innovations qui apportent de la valeur ajoutée.

D'abord, Schmitz (1989) relève que l'imitation joue un rôle central dans la dynamique entrepreneuriale surtout dans les économies en développement ou bien dans les contextes où les entrepreneurs n'ont pas nécessairement accès à des technologies de haut niveau ou à un capital nécessaire pour innover. En effet, l'imitation donne la possibilité aux entrepreneurs de minimiser le risque et l'incertitude associés à l'innovation radicale. En s'inspirant d'un modèle d'affaire ou d'une technologie qui a déjà été éprouvée dans un autre contexte, l'entrepreneur peut éviter des erreurs coûteuses et augmenter sa probabilité de succès. L'imitation permet aux créateurs d'entreprises de souscrire à des technologies ou des pratiques innovantes développées ailleurs et de les adapter à leur propre situation locale, tantôt avec des perfectionnements ou des ajustements pour répondre aux spécificités du marché local. En diffusant l'innovation, les entrepreneurs peuvent imiter des processus de production, des modèles commerciaux ou des produits qui ont déjà été développés ailleurs contribuant ainsi à la croissance économique. Celle-ci devient un mécanisme d'imitation créatrice.

Après, Baumol (1990) suppose que l'application du talent entrepreneurial soit à peu près une constante alors que sa répartition entre l'entrepreneuriat productif, improductif et destructif est fortement affecté par la structure de la rémunération sociale. Le progrès économique qui est expliqué par l'accumulation des facteurs de production comme la connaissance physique ou humaine, la créativité humaine et l'esprit de l'entreprise productif sont nécessaires pour combiner ces intrants de manière rentable,

donc un écosystème institutionnel qui favorise l'entrepreneuriat d'opportunité devient la condition essentielle de la croissance économique.

Ensuite, Hills *et al.* (1997), Koller (1988), affirment que l'entrepreneuriat est un moteur clé de l'innovation, de la compétitivité et de l'efficacité économique. Les entrepreneurs en identifiant les opportunités et en prenant des risques, génèrent des innovations qui à leur tour favorisent la croissance économique. Ils sont reconnus comme des agents économiques de changement qui participent à la performance de la production, création de nouvelles entreprises et à la diversification des marchés. A cela s'ajoute la prise de risques des entrepreneurs sur le plan financier et stratégique que pour appliquer leurs idées. L'entrepreneuriat crée la concurrence et la compétitivité, ce qui impose les firmes existantes à s'adapter, à améliorer leur productivité et à innover.

De plus, Minniti (2005) souligne que les opportunités de profit découvertes par certains entrepreneurs dans le marché occasionnent les perspectives de profit pour d'autres. Plus le nombre d'entrepreneurs est élevé, plus les occasions de profit sont nombreuses. Cela implique que les créateurs d'entreprises jouent un rôle essentiel dans la diffusion des informations disponibles et leur création. Plus le nombre de brevets inventés est élevé, il y a d'avantage les investissements en recherche et développement qui augmentent. Plus la chance de les convertir en innovations technologiques est élevée cela engendre d'avantage les effets d'entraînement en matière de connaissance (Minniti et Koppl 1999). La croissance économique est expliquée dans ce contexte donc par l'invention des brevets.

C'est ainsi que, Audretsch *et al.* (2006) soulignent que l'entrepreneur joue un rôle crucial dans la commercialisation de la technologie et les nouvelles idées. L'investissement en recherche et développement, en éducation, l'accès aux ressources financières et la protection de la propriété intellectuelle sont nécessaires pour soutenir l'entrepreneuriat et influencent la capacité des entrepreneurs à se développer et à innover. Ils ajoutent la notion de construction créatrice dans l'entrepreneuriat pour appuyer l'idée que l'entrepreneuriat n'est pas seulement un mécanisme de création d'entreprise mais un processus de création de la valeur par l'innovation et la transformation des ressources existantes. En effet, les entrepreneurs jouent un rôle capital dans la reconfiguration de l'économie par l'implémentation de nouvelles idées, produits et services qui modifient l'environnement économique. Aussi l'apport des connaissances des entreprises existantes sur le marché encourage la création d'entreprise, d'où l'effet d'entraînement dans le marché contribuant ainsi à une croissance économique.

Enfin, Aubry *et al.* (2015) développent l'importance des ressources et des capacités dynamiques des entrepreneurs pour soutenir la croissance à long terme. En effet, les aptitudes dynamiques renvoient à l'habileté des entrepreneurs à renouveler et à réorganiser leurs ressources par rapport aux opportunités de marché et des défis économiques. Ceci prend en ligne de compte l'adaptation aux nouvelles conditions économiques, l'innovation et la conversion des ressources déjà existantes dans le marché pour créer à nouveau de la valeur ajoutée. Concernant les ressources et compétences spécifiques, les entrepreneurs qui impactent la croissance économique détiennent les ressources uniques (humaines, financières et

technologique) et des compétences spécifiques pour exploiter les opportunités du marché tout en réduisant les risques. Aussi ajoutent-ils que par l'innovation les entrepreneurs stimulent la croissance économique par la mise en place de nouveaux produits, modèles d'affaires et services pour répondre à des besoins non satisfaits. L'entrepreneur devient alors un agent économique central d'innovation, de compétitivité et de développement économique.

b) L'approche néo-autrichienne

L'approche économique néo-autrichienne d'entrepreneuriat dont Israël Kirzner est le principal représentant se focalise sur le rôle de l'entrepreneur dans l'équilibre des marchés. En premier lieu, Kirzner (1977), affirme que l'entrepreneur est un individu qui perçoit des perspectives de profit que d'autres ne voient pas et qui recourt à un arbitre pour modifier l'équilibre du marché en vue de réaliser un profit. En effet, il s'agit d'un profit d'arbitrage qui provient d'une opération d'achat et de vente effectuée en même temps suite à la découverte de différence de prix avantageuse dont l'existence est basée sur la présence des « poches d'ignorance » ; par exemple l'ignorance partant des vendeurs sur les dispositions des acheteurs à accepter des tarifs plus élevés, et de la part des consommateurs sur les dispositions des vendeurs à vendre à des prix plus bas. Dans cette optique, la croissance économique est décrite donc par la vigilance entrepreneuriale liée à l'identification de profit qui trouve sa justification dans le nombre d'opportunités encore inexploitées par les acteurs présents sur le marché.

Deuxièmement, Boettke (1989) a développé et soutenu que l'entrepreneur joue un rôle essentiel dans la coordination des informations dispersées à travers le marché. Il considère l'entrepreneuriat comme une activité qui aide à résoudre les problèmes de coordination en identifiant et en exploitant les déséquilibres ou les imperfections du marché. Il ajoute l'importance de la stabilité institutionnelle dans le développement économique selon laquelle elle sert aux entrepreneurs d'opérer efficacement. Les droits de propriété, la règle de droit, la liberté économique sont des conditions nécessaires pour que les entrepreneurs puissent identifier et exploiter les opportunités économiques ce qui conduit à une croissance économique.

Enfin, Dean et Meyer (1996) pensent que l'entrepreneuriat se nourrit des déséquilibres de prix et des imperfections du marché. Selon eux, les inefficacités et les écarts de prix dans le marché, offrent des opportunités aux créateurs d'entreprises d'agir et d'ajuster de nouveau les conditions du marché. En effet, dans un marché, un prix trop élevé ou trop bas par rapport à la demande et à l'offre réelles désigne aux entrepreneurs qu'il existe une opportunité d'exploiter une imperfection, ce qui peut amener à la création d'une nouvelle firme, développer des projets profitables, à l'innovation ou bien à l'exploitation de segments de marché. Ainsi, les écarts de prix sont vus comme un moteur central de l'entrepreneuriat parce qu'ils représentent un espace dans lequel les entrepreneurs peuvent valoriser des ressources ou émettre en avant des solutions inédites. L'inefficacité des entreprises existantes crée des opportunités pour la création de nouvelles entreprises qui à leur tour dynamisent la croissance économique.

c) L'approche de synthèse

Cette approche réconcilie l'approche schumpetérienne et

néo-autrichienne. L'examen de ces théories permet de relever que l'approche de synthèse s'appuie sur les occasions d'opportunités de profit qui guide l'action des entrepreneurs. Les efforts de conciliation des deux approches par les néo-schumpétériens et l'école austro-américaine sont les opportunités de connaître les sources de profits.

D'abord, Gartner (1985) défend l'idée selon laquelle le processus porte sur la manière de poursuivre la nouvelle opportunité. Cette école met en lumière sur le processus d'émergence des organisations qui accompagnent l'exploitation des opportunités. Les pays industrialisés semblent constituer le cadre approprié pour la poursuite de ces opportunités. En conséquence, la création d'entreprises dans ces pays est le plus souvent un choix qui émane de la poursuite d'opportunités. En Afrique par contre, la plus part des entrepreneurs sont davantage motivés par la nécessité que par l'exploitation des opportunités puisqu'ils agissent dans l'optique d'une stratégie de survie et sont contraints par l'absence de possibilités sur le marché de l'emploi.

Ensuite, Stevenson et Jarillo (1990) appréhendent l'opportunité comme une situation future qui est jugée comme désirable et faisable. En d'autres mots, elle désigne ce qui arrive au bon moment. Dans la pratique, la poursuite des opportunités peut se faire de différentes manières ; soit par la création d'entreprises, soit par les contrats de licence, soit enfin par la mise en œuvre d'un réseau de franchise. Cependant, la création d'entreprises apparaît comme étant la modalité la plus forte de la poursuite d'opportunités. Dans cette perspective, l'élément propulseur de la croissance dans les pays industrialisés semble être l'opportunité. Ainsi, les opportunités sont de nature diverse. Il peut s'agir d'une nouvelle information, d'un déséquilibre du marché, d'une opportunité en liaison avec les hobbies, la résolution de problèmes sociaux, le changement du cadre.

De plus, Shane et Venkataraman (2000), tentent à unifier les théories de l'entrepreneur en vertu de l'adoption d'une définition. Cette définition permet d'appréhender l'essence de l'entrepreneur. Tout agent économique qui entreprend en vue de transformer le présent et parvenir à ses objectifs dans l'avenir est un entrepreneur. Le mot entrepreneur provient du verbe latin *in prehendendo-endi-ensum* qui veut dire découvrir, voir, percevoir, saisir, se rendre compte de. L'usage de cette définition permet d'organiser les différentes théories mis en lumières, la théorie schumpétérienne en particulier, qui repose sur le principe d'identification d'un profit. Un entrepreneur est d'abord tout celui qui perçoit une opportunité de profit, c'est à dire une opportunité de gain mutuellement avantageuse inexploité par les acteurs sur le marché.

Aussi, Audretsch *et al.* (2006) pour concilier ces deux paradigmes, soulignent que les entreprises présentes sur le marché peuvent être l'origine de nouvelles idées, d'une incertitude de haut niveau, d'asymétrie d'information et des frais de transaction. Plus grande qui peuvent *in fine* engendrer des opportunités pour des entreprises entrantes portées par une perspective entrepreneuriale nouvelle. Les nouvelles entreprises entrent dans le marché comme des réponses aux connaissances inexploitées par les firmes déjà existantes sur le marché qui n'exploitent pas commercialement de façon totale de toutes les opportunités de profit.

Enfin, Benabdelouahed et Redouaby (2014) ajoutent que l'entrepreneuriat trouve son essence dans la poursuite des

opportunités qui est plus constaté dans les économies des pays industrialisées et pays en développement l'activité entrepreneuriale est basée sur la nécessité. Ce type d'entrepreneuriat relève beaucoup plus d'une forme d'auto emploi où certaines personnes par obligation décident de créer leur propre emploi non pas par goût d'entreprendre mais pour assurer un revenu.

II.2. Revue de la littérature empirique

L'étude portant sur l'effet de l'entrepreneuriat sur la croissance économique suscite la réalisation de plusieurs travaux empiriques. Cependant, certains auteurs parviennent à trouver un impact positif ou significatif. En revanche, d'autres trouvent un impact négatif ou non significatif. Les travaux portant sur cette relation ont été étudiés différemment et dans différents pays.

D'abord, Carree et Thurik (2002) analysent l'impact de l'entrepreneuriat sur la croissance du produit intérieur brut et les types d'entrepreneuriat et leur relation avec la richesse nationale au cours de la l'année 2002. En utilisant le modèle de choix professionnel les résultats révèlent que l'entrepreneuriat d'opportunité affecte favorablement la croissance économique et l'entrepreneuriat de nécessité impact défavorablement le progrès économique.

Après, Holtz-Eakin et Kao (2003) analysent l'importance de la productivité entrepreneuriale dans la croissance économique aux Etats unis pendant l'intervalle 1969 à 1997. Les résultats obtenus par le modèle GMM nous montrent que l'entrepreneuriat qui est mesurée par l'entrée et sortie des entreprises impacte positivement sur la croissance économique.

Ensuite, Banda (2005) analyse l'impact de l'entrepreneuriat sur la croissance économique avec les données sur les brevets et du travail indépendant étant indicateur alternatif sur un ensemble de 22 pays de L'OCDE pendant la période de 1975 à 1998. Les résultats révèlent qu'une relation positive entre l'esprit d'entreprise productive le degré d'innovation des différentes nations et la croissance économique tandis que la mesure alternative basée sur l'auto-emploi apparaît négativement corrélé sur la croissance économique.

De plus, Miguel *et al.* (2013) analysent la relation innovation et croissance économique selon l'approche de Schumpeter en considérant l'activité entrepreneuriale sur un ensemble de 10 pays développés. Pour estimer les équations, les méthodes de moindres carrés généralisés (GLS) pondération transversale et moindres carrés de panel pour la période 2001 à 2009 ont été utilisés. Les résultats montrent que l'entrepreneuriat basé sur l'innovation favorise la croissance du produit intérieur brut et l'entrepreneur est le véhicule pour introduire les nouvelles technologies afin d'améliorer l'activité des entreprises et obtenir des profits plus élevés.

De leur côté, Galindo et Mendez (2014) analysent les relations entre l'entrepreneuriat, innovation et croissance économique et à montrer les effets de la rétroaction dans ces relations dans 13 pays développés. Ils utilisent le modèle à effets fixes pour la période 2002 à 2007. Les résultats révèlent que l'entrepreneuriat et l'innovation ont des impacts positifs et accélèrent la croissance économique. La même année, Feki et Chtourou (2014) analysent la relation entre l'entrepreneuriat et la croissance économique pour un ensemble de pays développés et en développement pendant la période 1990 à 2004. En utilisant le modèle à

effets constants, leurs résultats révèlent tout d'abord que le niveau du capital social et l'entrepreneuriat sont significativement et positivement corrélés et d'autres parts, un niveau élevé de capital social a aussi un effet indirect sur la croissance économique à travers son impact sur l'activité entrepreneuriale.

De la même perspective, Gerceker et *al.* (2014) examinent l'effet de l'entrepreneuriat sur le produit intérieur brut en Turquie. En utilisant le test des limites et le modèle ARDL pour la période 1988 à 2012 avec des données annuelles. Les résultats issus du test limite montrent qu'il existe une relation à long terme entre la croissance économique et l'entrepreneuriat. Ensuite les coefficients et les équations à long terme ont été estimés. Les résultats des coefficients à long terme montrent qu'il existe une relation positive et significative entre l'entrepreneuriat et la croissance économique.

De sa part, Doa (2014) analyse l'impact des activités entrepreneuriales et liberté économique sur l'expansion économique dans 67 pays couvrant la période de 2004 à 2008. Il utilise le modèle à effets aléatoires fixes et la méthodologie d'estimation des moments généralisés. Les résultats empiriques montrent une preuve positive et significative du rôle de la liberté économique et l'entrepreneuriat et l'expansion économique.

Aussi, Nzaou (2015) étudie les facteurs qui sont à l'origine de la renaissance entrepreneuriale ainsi que les liens entre l'activité entrepreneuriale et la croissance du produit intérieur brut au Congo au cours la période 1980 à 2011. Ainsi, en utilisant le modèle à correction d'erreur, il montre que la croissance économique est expliquée à 76% par le PIB initial, la croissance économique, l'entrepreneuriat, l'éducation et l'instabilité politique nationale et révèle que l'entrepreneuriat a une influence négative sur la croissance économique.

Dans le même sens, Audrestsh et *al.* (2015) examinent la relation existante entre l'entrepreneuriat et le dynamisme économique. En utilisant un panel de 127 villes entre 1994-2009. Les résultats montrent que l'impact immédiat sur le développement économique des entreprises en démarrage est positif à la fois pour les grandes, moyennes et petites villes. La relation est en forme de U pour les grandes villes, l'effet indirect prenant 7 ans. L'effet indirect ne se produit pas dans les petites et moyennes villes soutenant l'argument des économies régionales des économies d'agglomération et une masse critique pour la croissance.

Salim et Anis (2017) dressent l'analyse de l'effet de l'entrepreneuriat féminin sur la croissance économique y compris l'effet du capital social dans l'estimation de l'entrepreneuriat féminin. En utilisant une méthode de 25 pays pour un panel de pays développés et en développement au cours de la période 2000 à 2014. Les résultats recueillis par l'estimation d'un modèle à effet fixe nous prouvent que l'entrepreneuriat féminin exerce une influence significative et positive par l'angle de capital social et sur la croissance économique.

Pour leur part Bosma et *al.* (2018) analysent dans quelle mesure et comment la qualité institutionnelle stimule l'entrepreneuriat productif qui de son côté favorise la croissance économique au cours de la période 2003-2014. Sur un échantillon de 25 pays de l'union européenne. En utilisant le modèle de l'expansion économique parcimonieux dans une spécification 3SLS, les résultats révèlent qu'il existe une relation positive entre les variables

institutionnelles et l'activité entrepreneuriale qui a son tour impact positivement sur la croissance.

Dans le même élan, Ai-aisheh (2018) met en évidence l'importance de l'entrepreneuriat en tant que mécanismes de diffusion des connaissances contribuant ainsi sur la croissance économique et à la prospérité du Koweït. À l'aide des données extraites du bureau central de la statistique de Koweït et de la banque mondiale pendant la période 2001 à 2014. En utilisant la méthode de la régression de moindre carré ordinaire (MCO), les résultats empiriques révèlent que l'entrepreneuriat a une influence positive sur la croissance du PIB bien qu'il soit statistiquement insignifiant.

Dans ce même cadre, Zoltan (2018) analyse si l'entrepreneuriat et les institutions combinés dans un écosystème peuvent être considérés comme un chaînon manquant dans une étude de la fonction de production agrégée des différences de croissance économique entre les pays. Pour y arriver, il s'appuie sur le système national d'entrepreneuriat en tant que système d'allocation des ressources qui combine les institutions et l'agence humaine dans un système interdépendant de complémentarité. En utilisant la méthode de fonction de production agrégée sur un échantillon de 46 pays sur la période 2002 à 2011, les résultats montrent que l'écosystème entrepreneuriale impact positivement la croissance économique.

Aussi, Ihem (2021) évalue le processus entrepreneurial en Algérie. Sur un ensemble de 18 observations pendant les années 2002 à 2019. En utilisant la méthode de régression linéaire multiple pour déterminer la corrélation existante entre entrepreneuriat et croissance économique en Algérie qui ont été mesurés à l'aide des quatre variables choisies PIB/habitant, taux de change de monnaie locale en dollars américains, taux d'intérêt réel et le taux de personne sans travail. Le nombre de PME Privées est corrélé positivement et significativement avec le niveau de change en dollar et le PIB/habitant. Concernant le taux d'intérêt réel et de chômage sont non significatifs avec le nombre de PME Privées. Donc la création de PME privées a un effet significatif sur la croissance économique à des degrés différents dans chacune des régions de l'Algérie.

Dans le même élan, Lotfi (2021) analyse l'effet de l'entrepreneuriat sur la croissance économique dans 28 pays industrialisés couvrant la période 2001 à 2019. Les résultats issus d'un prototype de données de panel de Solow augmenté de 28 pays industrialisés n'ont atteint un impact significativement négatif que de taux d'activité entrepreneuriale dans le modèle statique. Alors que l'estimation GMM du panel dynamique indique un impact significativement négatif de taux d'activité entrepreneuriale (TEA) et un impact significativement positif des programmes gouvernementaux d'entrepreneuriat (GEP) sur la croissance du produit intérieur brut.

Enfin, Gueye Thierno (2022), analyse le rôle du capital social et les effets de l'entrepreneuriat sur la croissance du produit intérieur brut au cours de la période 2007 à 2020. En utilisant le modèle de panel dynamique sur un groupe de 26 pays en développement. Les résultats révèlent que l'entrepreneuriat affecte positivement la croissance économique à long terme et un effet indirect par l'intermédiaire de l'ouverture commerciale, du développement financier et du contrôle de la corruption. Le capital social impacte directement l'entrepreneur et concourt significativement à renforcer l'effet de celui-ci

sur la croissance économique pendant une longue période.

III. Méthodologie

Dans cette section méthodologique est scindée en trois grandes parties. D'abord la présentation du modèle théorique, la présentation du modèle empirique, justification des variables et enfin la présentation des données.

III.1. Présentation du modèle théorique

Afin de mieux spécifier le modèle à quantifier, nous devons au préalable présenter le modèle théorique. Soit un modèle de Solow augmenté qui intègre le taux d'épargne, de croissance démographique et le progrès technologique comme exogène. Il y a deux intrants, le capital et le travail qui sont rémunérés par ses produits marginaux. Nous supposons une fonction de production de Cobb-Douglas. La production au temps t est donnée par :

$$(1) \quad y(t) = K(t)^\alpha (A(t)L(t))^{1-\alpha} \quad 0 < \alpha < 1.$$

Avec Y : la production, K : l'accumulation du capital physique, L : le travail, et A : facteur reflétant le niveau de technologie. L et A sont supposés croître de manière exogène aux taux n et g :

$$(2) \quad L(t) = L(0)e^{nt}$$

$$(3) \quad A(t) = A(0)e^{gt}$$

Le nombre d'unités effectives au travail $A(t)L(t)$, augmente au taux $n+g$. Le modèle suppose qu'une fraction constante de la production a est investie.

K est défini comme le stock de capital par unité de travail effectif, $K-K/AL$, et Y comme le volume de la production par unité de travail effectif $Y-Y/AL$. L'évolution de k est régie par :

$$(4) \quad \begin{aligned} K(t) &= sy(t) - (n + g + \delta)k(t) \\ &= sk(t)^\alpha - (n + g + \delta)k(t) \end{aligned}$$

Où δ est le taux d'amortissement. L'équation (4) implique k converge vers une valeur d'équilibre k^* définie par $sk^{*\alpha} = (n + g + \delta)k^*$

$$(5) \quad k^* = [s/(n + g + \delta)]^{1/(1-\alpha)}$$

Le ratio capital-travail à l'état d'équilibre est lié positivement au taux d'économie et négativement à la croissance de la population. Les prédictions centrales du modèle de Solow concernent l'impact de l'épargne et de la croissance démographique sur le revenu réel. Assimilons (5) dans la relation de production économique et en logons, nous trouvons que le revenu à l'état d'équilibre par habitant est :

$$(6) \quad \ln [Y(t)/L(t)] = \ln A(0) + gt + \frac{\alpha}{1-\alpha} \ln(s) - \frac{\alpha}{1-\alpha} \ln(n+g+\delta).$$

Etant donné que le modèle suppose que les facteurs soient rémunérés en fonction de leurs produits marginaux, il prédit non seulement les signes mais aussi l'amplitude des coefficients sur l'épargne et la croissance démographique. Plus précisément parce que la part du capital dans le revenu δ est d'environ 1/3. Le modèle implique une élasticité revenu par rapport à l'économie d'environ 0.5 et une élasticité dans le respect de $n + g + \delta$ de 0.5.

III.2. Présentation du modèle empirique

Dans le but d'atteindre l'objectif poursuivi dans ce mémoire, nous allons nous focaliser sur l'approche économétrique inspirée des travaux Gerceker et al. (2014). Le modèle ARDL est celui utilisé dans notre travail afin d'analyser l'effet de l'entrepreneuriat sur la croissance économique en République du Congo. Il fait partie des

modèles dynamiques, c'est-à-dire ceux-là qui prend en considération la dynamique temporelle. Ce modèle a comme avantage d'obtenir, d'une part les meilleures estimations sur les échantillons de petites tailles et par ailleurs il donne la possibilité de traiter simultanément la dynamique sur le long terme et les ajustements de court terme. L'équation du modèle est présentée de la manière suivante :

$$\Delta y_t = A_0 + \sum_{i=1}^p A_{1i} \Delta y_{t-i} + \sum_{i=0}^q A_{2i} \Delta X_{t-i} + b y_{t-1} + b_2 X_{t-1} + \varepsilon_t \quad (1)$$

Avec y_t est la variable expliquée, A_0 est une constante, X_{t-1} est le vecteur des variables explicatives retardées A_{1i} et A_{2i} sont les effets de court terme b_1 et b_2 sont les effets de long terme. Δ est l'opérateur de la différence première, ε_t est le terme d'erreur (p.q.) les décalages optimums. Nous allons dans ce travail estimer le modèle ARDL qui se présente de la façon suivante :

$$\begin{aligned} \Delta \ln \text{PIBH}_t &= A_0 + \sum_{i=0}^p A_{1i} \Delta \ln \text{PIBH}_{t-i} + \sum_{i=0}^q A_{2i} \Delta \ln \text{TAE}_{t-i} + \sum_{i=0}^q A_{3i} \Delta \ln \text{TBSS}_{t-i} + \sum_{i=0}^q A_{4i} \Delta \ln \text{IDAF}_{t-i} + \sum_{i=0}^q A_{5i} \Delta \ln \text{FBCF}_{t-i} + \\ &+ b_1 \text{PIBH}_{t-1} + b_2 \text{TAE}_{t-1} + b_3 \text{TBSS}_{t-1} + b_4 \text{IDAF}_{t-1} + b_5 \text{FBCF}_{t-1} + \varepsilon_t \end{aligned}$$

PIBH : Produit intérieur brut par habitant

TAE : Taux d'activité entrepreneuriale

IDAF : Indice de développement des affaires

FBCF : Formation brut du capital fixe

III.3. Description des variables

A propos notre travail, nous retenons cinq (05) variables dont une variable endogène (variable expliquée) et quatre (04) variables exogènes (variables explicatives) permettant de procéder à l'analyse économétrique.

• La variable endogène

Le produit intérieur brut par habitant (PIBh) est un indicateur économique qui permet de quantifier la valeur totale de la production de richesse annuelle effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur d'un territoire. Selon son inventaire Simon Kuznets, le PIB est un indicateur servant à évaluer l'effet du grand affaïssement sur l'économie.

• Les variables exogènes

- Variable d'intérêt

Le taux d'activité entrepreneuriale (TAE) désigne l'entrepreneuriat qui est quantifié par le nombre d'entreprise officiellement enregistré. Il permet de connaître le dynamisme entrepreneurial et assure la vitalité économique dans un pays.

- Variables de Contrôles

Indice de facilité de faire les affaires (IDAF) est un indicateur élaboré par la banque mondiale qui indique le bon climat des affaires, l'environnement favorable la réglementation commerciales et prend en compte la procédure, le délai, les frais officiels et le capital initial obligatoire pour créer une entreprise. Il évalue aussi la protection juridique des emprunteurs et des prêteurs dans le cadre des transactions garanties au moyen d'un ensemble d'indicateurs, ainsi que le partage des informations sur le crédit au moyen d'un autre indicateur.

Le taux brut de scolarisation secondaire (TBSS) désigne le capital humain qui est un indicateur composite. L'indicateur

de niveau d'instruction (I.N.I) est un indicateur qui situe le niveau d'un pays du point de vue de l'alphabétisation des adultes et de l'enseignement.

La formation brute du capital fixe (FBCF) désigne l'investissement, elle se définit comme l'achat d'actifs fixes produits (incluant l'achat d'actifs d'occasion) et la création de tels actifs par les producteurs pour leur propre utilisation, minorées des cessions.

IV. Source et Description des Variables

Tableau n°1 : Signe attendus et justifications.

Variables	Unités de mesures	Justifications	Signes
PIBh	En valeur	C'est la valeur expliquée du modèle c'est un indicateur économique qui permet de quantifier la valeur totale de la production de richesse annuelle effectuée par les agents économiques qui vivent à l'intérieur d'un territoire.	+
TAE	En Pourcentage	désigne l'entrepreneuriat qui est évalué par le taux d'activité entrepreneuriale calculé à partir du nombre des entreprises enregistré officiellement par l'approche écologique. Il permet de connaître le dynamisme entrepreneurial et assure la vitalité économique dans un pays.	+/-
IDAF	En valeur	est un indicateur crée par la banque mondial qui indique le bon climat des affaires, l'environnement favorable la réglementation commerciales et intègre la procédure, le délai, les frais officiels et le capital minimum obligé pour créer une entreprise. Il évalue aussi la sécurité juridique des emprunteurs et des créanciers dans le cadre des transactions garanties au moyen d'un ensemble d'indicateurs, ainsi que le partage des informations sur le crédit au moyen d'un autre indicateur.	+/-
TBSS	En pourcentage	désigne le capital humain qui est un indicateur composite. L'indice de niveau d'instruction (I.N.I) est un indice qui situe le niveau d'un pays du point de vue de l'éducation des adultes et de l'enseignement	+
FBCF	En valeur	Désigne l'investissement qui est une opération qui consiste pour un pays à élever le stock de moyens de production avec la perspective d'une production future. Par ailleurs, sa finalité est de booster positivement sur la vie des populations en termes d'emplois, de salaires et de bien-être.	+/-

Source : auteur à partir de l'analyse documentaire.

IV.3. Traitement des données

L'ensemble des variables retenues dans ce travail sont régulièrement datées. Cela veut dire que les différentes données du modèle sont fiables et efficaces, elles évoluent en fonction de chaque période. A partir de cette base, nous avons élaboré un graphique en utilisant le logiciel Eviews et l'analyse économétrique des résultats sont rendus possibles grâce à ce logiciel.

V- Analyse et Discussions des Résultats

V.1. Test de stationnarité

Pour effectuer le test de stationnarité nous allons énumérer les conditions suivantes :

- La moyenne doit être constante et indépendante du temps : $E(y_t) = E(y_{t+s}) = \mu \forall t \text{ et } \forall s$
- La variance doit être finie et ne doit pas dépendre du temps : $\text{Cov}(y_t, y_{t+s}) = \gamma(s)$;

IV.1. Sources des données

Notre travail porte sur l'échantillon d'un seul pays qui est la république du Congo. Les données utilisées sur cet échantillon sont les données couvrant la période partant de 2000 à 2020 et qui proviennent dans le site de la Banque mondiale et l'ACPCE.

IV.2. Descriptions des données

- Les différentes variables composant le processus Y_t doivent fluctuer autour de leur moyenne qui revient régulièrement vers leur valeur d'équilibre de long terme.
- Les mécanismes dynamiques définis par le terme ε_t doivent générer une dynamique stationnaire.

Détermination de l'ordre d'intégration des variables :

Les tests d'ADF et de Philips perron (pp) nous aident à établir le degré de stationnarité (ordre d'intégration) et à tester la significativité du coefficient $Y_t - 1$ du modèle suivant :

$$\Delta Y_t = \rho Y_t - 1 - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta Y_{t-j} + 1 + \varepsilon_t \text{ ou } \rho = (\phi - 1)(1 - \theta_1 \dots - \theta_p - 1)$$

$$\text{PIBh} = f(\text{TAE}_t, \text{IDAF}_t, \text{TBSS}_t, \text{FBCF}_t)$$

Tableau n°2: Test de Racine Unitaire

		A Niveau						En différence première					
Variables	Unirroot	St- DF	Prob	Décision	St- pp	Prob	Décision	St- DF	Prob	Décision	St-pp	Prob	Décision
lnTBSS	Trend	1.676641	0.0976	Accepté H0	0.097786	0.9223	Acceptée H0	-0.685275	0.4953	Accepté e H0	-0.317506	0.7517	Acceptée H0
	Inter	3.818193	0.0003	rejetée H0	2.797052	0.0064	Rejetée H0	-0.392749	0.6956	Accepté e H0	-0.686072	0.4947	Acceptée H0
	none	-	-	-	-	-	-	-1.614082	0.0001	Rejetée H0	-1.614175	0.0000	rejetée H0
lnTAE	Trend	-2.379649	0.02201	Rejetée HO	-4.602306	0.0000	Rejetée H0	-2.379865	0.0200	rejetée H0	-0.156271	0.8762	Acceptée H0

	Inter	-	-	-	-	-	-	- 1.09 2982	0.27 84	Rejetée H0	- 1.3163 80	0.19 18	Accept ée H0
	none	-	-	-	-	-	-	- 2.40 4145	0.01 66	Rejetée H0	- 1.6141 75	0.00 00	Rejeté e H0
lnIDAF	Trend	- 3.22221 21	0.001 9	Rejetée HO	- 3.7193 49	0.00 04	Rejetée HO	- 0.38 0811	0.70 45	Accepté e H0	- 1.2417 64	0.21 80	Accept ée H0
	Inter	-	-	-	-	-	-	0.18 8197	0.85 13	Accepté e H0	- 1.0915 97	0.27 83	Accept ée H0
	none	-	-	-	-		Acceptée H ₀	0.15 8611	0.00 13	Rejetée H0	- 1.6141 75	0.00 00	Rejeté e H0
lnPIBH	Trend	- 0.79221 4	0.430 9	Acceptée H0	- 1.8165 45	0.07 30	Acceptée HO	0.14 3896	0.88 60	Accepté e H0	- 1.3816 99	0.17 10	Accept ée H0
	Inter	1.50572 3	0.136 6	Acceptée HO	1.6093 17	0.11 14	Acceptée HO	- 0.14 3896	0.88 60	Accepté e H0	0.0161 59	0.98 71	Accept ée H0
	none	- 1.61405 0	0.402 3	Acceptée HO	- 1.6142 04	0.60 14	Acceptée Ho	- 1.61 4050	0.02 89	Rejetée H0	- 1.6141 75	0.00 00	Rejeté e H0
Ln FBCF	Trend	1.84370 6	0.236 0	Acceptée H0	- 0.7121 07	0.47 85	Acceptée H0	-	-	-	-	-	-
	Inter	1.10807 5	0.160 4	Aceptée H0	1.3606 83	0.17 74	AceptéeH0	-	-	-	-	-	-
	none	- 3.11667 5	0.004 9	Acceptée H0	- 3.8038 59	0.00 49	Acceptée H0	-	-	-	-	-	-

Source: Auteur utilisant des données de la Banque Mondiale.

La lecture des résultats du tableau du test de stationnarité ci-dessus montre que les tests ADF et PP les variables Taux de Brute de scolarisation (TBSS) et Indice des affaires (IDAF) ne sont pas stationnaire à niveau de type DS sans dérive, après les avoir différenciées, elles deviennent stationnaires en différence première.

Pour les deux tests ADF et PP, le Produit intérieur brute par habitant (PIBH) n'est pas stationnaire à niveau de type DS avec dérive mais elle est stationnaire en différence première. Ensuite, le taux d'activité entrepreneuriale (TAE)

est non stationnaire de type TS, après l'avoir différencié il devient stationnaire en différence première. Cependant, la formation brute du capitale fixe (FBCF) est stationnaire à niveau pour les deux tests ADF et PP. cela nous poussent à conclure que les quatre (04) variables notamment TBSS, TAE, IDAF et PIBH sont intégrées d'ordre 1 sauf la FBCF est intégré d'ordre 0.

➤ Test de racine unitaire sur les résidus

Tableau n°3 : Résultats du test de racine unitaire sur les résidus.

Variable	Test	Paramètres	Stat	Prob	Décision
Résidu	ADF	Tendance	-1.089858	0.2802	Acceptée H0
		Constante	-0.159711	0.87425	Acceptée H0
		Sans tendance, sans constante	-3.135745	0.0024	Rejetée H0

Source: Auteur à partir des données issues de la Banque Mondiale.

Les résultats de ce tableau indiquent que les résidus sont stationnaires à niveau au seuil de 1%.

➤ Test de cointégration de bound-test

La cointégration entre séries implique l'existence d'une ou plusieurs relations d'équilibre à long terme entre elles, lesquelles pouvant être combinées avec les dynamiques de court terme de ces séries dans un modèle (vecteur) à correction d'erreurs qui prend la forme suivante.

$$\Delta Y_t = A Y_{t-1} + \sum_{i=1}^p B_i + A Y_{t-1} + U_t \dots$$

Avec $A Y_t$: = vecteur de variables stationnaires sous études (dont on explique la dynamique), B_i = matrice dont les éléments sont des paramètres associés, $A Y_{t-1}$, A = matrice de même dimension que ΔY_t , Δ = opérateur de différence 1ère.

Pour analyser l'existence ou non de la cointégration entre séries, la littérature économétrique donne plusieurs tests ou approches dont le test de Engel et Granger (1987), ceux de Johansen (1988, 1991) et Johansen et Juselius (1990), et celui de Pesaran et al. (1996), Pesaran et Shin (1995) et Pesaran et al. (2001). Le test de cointégration de Engle et Granger (1991) sert à vérifier la cointégration qu'entre deux séries intégrées(1) d'un ordre pareil (soit ordre d'intégration = 1), il est donc ajusté au cas bivarié et s'avère ainsi moins efficace pour des cas multivariés (Pesaran et al.1987). Le test de cointégration de Johansen (1988, 1991) permet de vérifier plutôt la cointégration sur plus de deux séries, il a été conçu pour des cas multivariés. Néanmoins, quoique le test de Johansen(2) a été mise en

place sur une modélisation vectorielle autorégressive à correction d'erreur (VECM) constitue une solution aux limites du test de Engle et Granger pour le cas multivarié, il exige aussi que toutes les séries ou variables soient intégrées de même ordre, ce qui n'est pas forcément ainsi en pratique.

Alors, lorsqu'on dispose de plusieurs variables intégrées d'ordres différents (I(0), I(1)), l'on peut recourir au test de cointégration de Pesaran et al. (2001) appelé « test de cointégration aux bornes » ou « bounds test to cointegration », développé au départ par Pesaran et Shin (1999). Si l'on fait allusion au test de cointégration de Pesaran pour s'assurer l'existence d'une ou plusieurs relations de cointégration entre les variables dans un modèle ARDL, l'on dira que l'on fait recourt à l'approche « ARDL approach to cointegrating » ou que l'on applique le test de cointégration par les retards échelonnés

Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran, à savoir :

- (i) La détermination du décalage optimal avant
- (ii) Le recours au test de Fisher pour vérifier les hypothèses :
 $H_0 = T_1 = T_2 = 0$: Existence d'un lien de cointégration
 $H_0 = T_1 \neq T_2 \neq 0$: Absence d'un de cointégration

La procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques (bornes) simulées pour un ensemble de cas et différents seuils par Pesaran et al. L'on notera des valeurs critiques que la borne supérieure (2ème ensemble) reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 I(1) et la borne inférieure (1er ensemble) concernent les variables I(0). Ainsi :

Si Fisher calculé > borne supérieure : existence de cointégration ;

Si Fisher calculé < borne inférieure : absence de cointégration ;

Si borne inférieure < Fisher calculé < borne supérieure : pas de cointégration.

Tableau n°4: Cointégration de Persaran.

Equation	F-statistiques	Borne supérieur			Décision
		Valeur critiques			
Equation	5,596839	1%	5%	10%	ARDL
		4.37	3.49	3.09	

Le résultat issu de la procédure bound-test ci-dessus montre que la statistique de Fisher (F = 5,596839) dépasse la borne supérieure pour les différents seuils de significativité. Ainsi, nous rejetons l'hypothèse H_0 d'absence de relation de long terme ainsi nous concluons par l'existence d'une relation de long terme entre les différentes variables.

➤ Statistique descriptive

La statistique descriptive c'est une portion de la statistique qui s'occupe de la méthode d'organisation, de représentation et de description des données (Tukey 1977). La statistique descriptive donne un point de vue résumé de nos observations en s'appuyant sur des indicateurs tels que la moyenne, l'écart-type, le minimum et le maximum. Elle permet, entre autres, d'identifier les tendances, de visualiser les dispersions, ou simplement de repérer les valeurs extrêmes prises par une variable, etc., et des graphiques, tels que l'histogramme des fréquences.

Tableau n°5 : Statistique descriptive

	LNPIBH	LNTAE	LNIDAF	LNFBCE	LNTBSS
Moyenne	7.005948	0.525294	2.440443	20.31372	21.38733
Maximum	7.339723	2.192165	2.766005	21.63548	22.27402
Minimum	6.847390	-2.698360	2.037298	19.02081	20.35316
Ecart type.	0.143427	1.172142	0.213754	0.903226	0.637576
Observations	30	30	30	30	30

Source : Auteur utilisant des données de la Banque mondiale et l'ACPCE obtenu sur logiciel eviews 9

Les résultats du tableau ci-dessus, nous montrent qu'en République du Congo, notre étude a connu un taux brut de scolarisation secondaire très variables à en juger de l'écart type de valeur maximale (22,27402) et une baisse du taux d'activité entrepreneuriale dont la valeur minimale (-2,698360). De même le pays a connu un indice de facilité de faire les affaires à faible proportion dont les valeurs maximales et minimales (2.766005 et 2.037298, respectivement) cela témoigne que le climat d'affaire n'est pas propice et ne garantit pas la confiance des entrepreneurs. Enfin, la moyenne de formation brute du capital fixe (20.31372) et celle du taux brut de scolarisation secondaire (21.387333) avec un écart type de formation brute du capital fixe (0.903226) et le taux brut de scolarisation secondaire de (0.637576). Cela indique que la formation brute du capital fixe est plus volatile que le taux brut de scolarisation.

Parmi toutes les variables utilisées, le taux brut de scolarisation a la moyenne la plus élevé en République du Congo tandis que l'indice de facilité de faire les affaires à la moyenne la plus faible. De plus, l'écart type montre que le taux d'activité entrepreneuriale est plus volatile que d'autres variables.

➤ Matrice de corrélation

La matrice de corrélation est un outil statistique nécessaire qui sert d'évaluer et présenter les corrélations linéaires entre plusieurs variables (Pearson 1896). Elle est une table carrée montrant les coefficients de corrélation entre les variables. Chaque cellule de la matrice représente le coefficient de corrélation de Pearson entre deux variables distinctes. La diagonale principale de la matrice contient toujours des 1, car chaque variable est parfaitement corrélée avec elle-même.

Tableau n°6 : Matrice de corrélation

	LNPIBH	LNTAE	LNIDAF	LNFBCE	LNTBSS
LNPIBH	1000000				
LNTAE	0.0348825	1000000			
LNIDAF	-0.342912	-0.244157	1000000		

LNFBFCF	0.771017	0.247631	-0.678745	1000000	
LNTBSS	0.641465	0.424649	-0.836035	0.918393	1000000

Source : Auteur sur la base des données de la Banque mondiale et l'ACPCE obtenus sur logiciel eviews 9

Le tableau ci-dessus est la matrice de corrélation, l'examen de cette matrice donne les éventuelles corrélations linéaires des variables prises deux à deux, montre une indépendance linéaire entre les différentes variables explicatives. A l'exception de deux fortes corrélations observées au niveau de cinq variables, à savoir : l'indice de développement des affaires (lnIDAF) et le taux brut de scolarisation secondaire (lnTBSS) d'une part, la formation brute du capital fixe (lnFBCF) et le taux brut de scolarisation secondaire (lnTBSS) d'autre part.

Dans la suite de cette étude, nous allons maintenir la variable lnTBSS malgré une forte corrélation avec l'indice de développement des affaires (lnIDAF) et la formation brute du capital fixe (lnFBCF) du fait que cette variable (lnTBSS) est utilisée dans la majorité des travaux que nous avons consultés lors de la revue de littérature empirique.

Tableau n°7 : Tests diagnostiques

Tests	Equation	
	Statistiques	Probabilités
Heteroscedasticite des erreurs	1,765762	0,1681
Autocorrélation des erreurs	1,211218	0,3293
Normalité des erreurs	0,792139	0,672960

Source : Auteur sur la base des données de la Banque mondiale et l'ACPCE obtenus sur logiciel eviews 9

Il ressort de ce présent tableau que la probabilité associée aux différents tests qui aident à diagnostiquer le modèle ARDL estimé est supérieure à 5%. D'après les résultats obtenus, on remarque que la probabilité associée à ces trois (03) tests est au-delà à 5%. En conséquence l'hypothèse nulle est acceptée cela signifie que les erreurs sont non autocorrélées, homoscédastiques, et elles suivent une loi normale, et notre modèle retenu dans ce travail est donc validé sur le plan statistique.

V.2. Estimations du model ARDL

Tableau n°8: Résultats à court terme.

A Court Terme			
Variable	Coef	Stat	Prob
D(LNPIBH(-1)	0.304869	2,729942	0,0137
D(LNTAE)	-0,132759	9,946729	0,0006
D(LNIDAF)	0,497826	6,595009	0,0000
D(LNIDAF(-1)	-0,179621	-2,745330	0,0133
D(LNFBCF)	-0,107587	-1,455922	0,1626
D(LNTBSS)	0,373868	7,808806	0,0000
D(LNTBSS(-1)	-0,117004	-3,573026	0,0022
CointEq(-1)	-0,015284	-2,545562	0,0203

Source : Auteur sur la base des données de la Banque mondiale et l'ACPCE obtenu sur logiciel eviews 9

Tableau n°9 : Résultats à long terme

Long Terme			
Variable	Coef	Stat	Prob
LNTAE	0,163498	9,324094	0,0007
LNIDAF	5,176693	0,977218	0,3414
LNFBFCF	-0,148100	-2,065694	0,0295
LNTBSS	1,401156	0,847338	0,4079
C	-30,5068837	-0,823873	0,4208

Source : Auteur sur la base des données de la Banque mondiale et l'ACPCE obtenu sur logiciel eviews 9

V.3. Interprétations des résultats

Il ressort de ce tableau que le coefficient d'ajustement ou force de rappel a un signe négatif (-0.015284), Compris entre zéro et un. Il est statistiquement significatif au seuil de 5%. Ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre les différentes variables du modèle.

De prime abord, la variable d'intérêt taux d'activité entrepreneurial (TAE) a une influence négative et significative sur la croissance économique à court terme, mais à long terme elle a une influence positive et significative sur la croissance économique.

Ces résultats corroborent avec les travaux de Van Stel et *al.* (2004) qui stipulent qu'à court terme l'entrepreneuriat est non significatif et explique défavorablement la croissance économique. Ces résultats reflètent la théorie développée par Thurik et Reynolds selon laquelle l'entrepreneuriat contribue à la croissance et au développement économique social selon le niveau du développement du pays pris en compte. Ce résultat semble suggérer que les congolais agissent dans l'optique d'une stratégie de survie et sont de ce fait poussés par l'absence de possibilités sur le marché de l'emploi. Ce type d'entrepreneuriat est considéré comme entrepreneuriat de nécessité. Ce qui corrobore avec les résultats empiriques obtenus par Bosma et *al.* (2018). Ainsi une augmentation de l'activité entrepreneuriale entraîne une augmentation de la croissance économique à long terme et conduit à une réduction du taux de chômage. L'indice de facilité de faire les affaires explique favorablement la croissance économique à court et long terme. Ces résultats corroborent avec les résultats obtenus par Mekhzoumi et Hichem (2021).

En effet, en investissant efficacement et davantage sur l'environnement réglementaire permettrait de créer un climat d'affaire propice qui pourrait garantir la confiance des entrepreneurs et les entrepreneurs pourraient redynamiser l'économie. La variable capital humain a un impact favorable sur la croissance économique à court et long terme. Ce résultat est similaire avec les résultats trouvés par Nzaou et *al.* (2015). Cela suppose que l'augmentation de l'investissement en capital humain permettrait l'augmentation des compétences, les connaissances, les capacités, les expériences et talents spécifiques acquises par l'éducation engendrant ainsi l'amélioration de la productivité des entreprises qui à leur tour redynamisent l'économie.

Ensuite, l'indice de facilité des affaires (IDAF) à un effet positif et significatif sur la croissance économique à court terme, mais à long terme il n'a pas d'effet sur la croissance économique.

De même, la formation brute du capital fixe (FBCF) n'a pas d'effet pas significatif à court et long terme sur la croissance économique à court et long terme. Ce résultat peut être expliqué par des investissements relativement faibles. Ce qui pourrait affaiblir radicalement l'entrepreneuriat et la compétitivité de l'économie du pays qui a besoin de maintenir sa croissance. Ce résultat confirme également la caractéristique de l'économie congolaise qui se repose essentiellement sur les ressources naturelles notamment le pétrole.

Enfin, le taux de brut de scolarisation (TBSS) a une influence positive et significative sur la croissance économique à court terme. En revanche il ne favorise pas la croissance économique à long terme.

V.4. Analyse des tests économétriques

Pour faire une méthode de modélisation adaptée à nos données, nous devons évaluer l'hétéroscédasticité, l'auto-corrélation et la distribution des erreurs. En effet, le modèle à ARDL est influencé à la structure des termes d'erreurs. Nous allons opter pour trois (03) tests :

➤ Test de heteroscedasticite des erreurs

Le test d'hétéroscédasticité trouve tout son sens lorsque la variance des erreurs d'un modèle de régression n'est pas

constante. Ce qui peut nuire aux estimations des paramètres et rendre nul les tests statistiques. Parmi les tests d'hétéroscédasticité, le test de White nous a semblé être le mieux adapté. Il consiste à réestimer le modèle de régression en incluant les carrés des termes et leurs interactions, puis à utiliser un test de Wald pour déterminer si les coefficients de ces termes supplémentaires sont significativement différents de Zéro, (White, 1980).

Les conditions du test se présentent de la façon suivante :

- H_0 : les erreurs sont homoscedastiques ;
- H_1 : les erreurs sont hétéroscédastiques ;
- Si $P > 5\%$ on accepte H_0
- Si $P < 5\%$ on accepte H_1

Tableau n°10: Hétéroscédasticité des erreurs.

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	1.765762	Prob. F(7,15)	0.1681
Obs*R-squared	10.39051	Prob. Chi-Square(7)	0.1675
Scaled explained SS	2.894827	Prob. Chi-Square(7)	0.8946

Il ressort de la lecture de ce tableau qu'au niveau de 5% que les erreurs sont homoscedastiques.

➤ Test d'autocorelation

L'autocorrélation des erreurs dans un modèle de régression se manifeste quand les résidus successifs sont corrélés entre eux, ce qui peut invalider les hypothèses classiques de régression linéaire et modifier les estimations des paramètres. Le test de Breusch-Godfrey est utilisé pour détecter la présence d'autocorrélation des erreurs dans un modèle de régression. Contrairement au test de Durbin-Watson, il est applicable aussi bien aux modèles avec des

termes autorégressifs qu'aux modèles incluant des variables explicatives exogènes, également connu sous le nom de test LM (Lagrange Multiplier). Il repose sur la régression des résidus des valeurs décalées des résidus et sur les variables explicatives du modèle initial, (Breusch-Godfrey, 1978).

Les conditions du test se présentent comme suit :

- H_0 : les erreurs sont non autocorrélées ;
- H_1 : les erreurs sont autocorrélées ;
- Si $P > 5\%$ on approuve H_0 ;
- Si $P < 5\%$ on approuve H_1 .

Tableau N°11 : Autocorrélation des erreurs

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

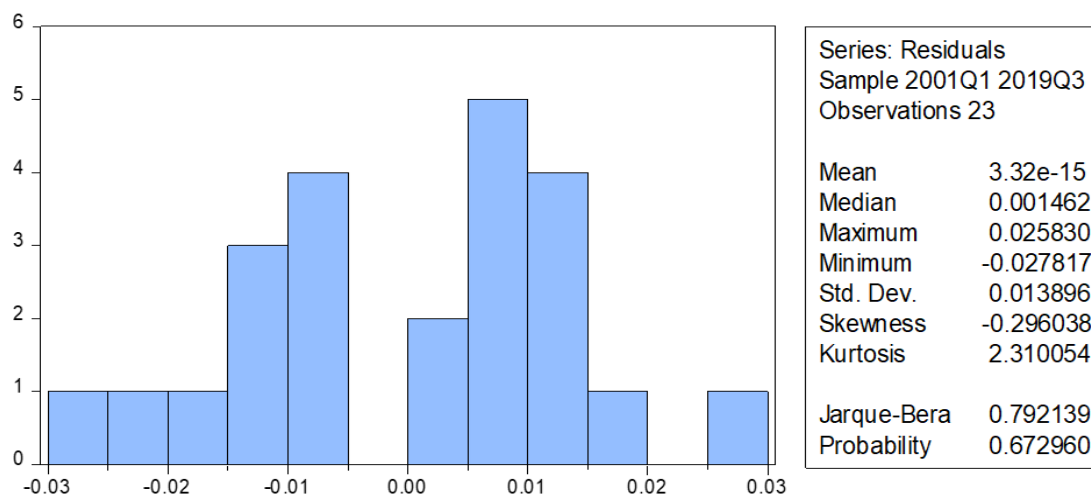
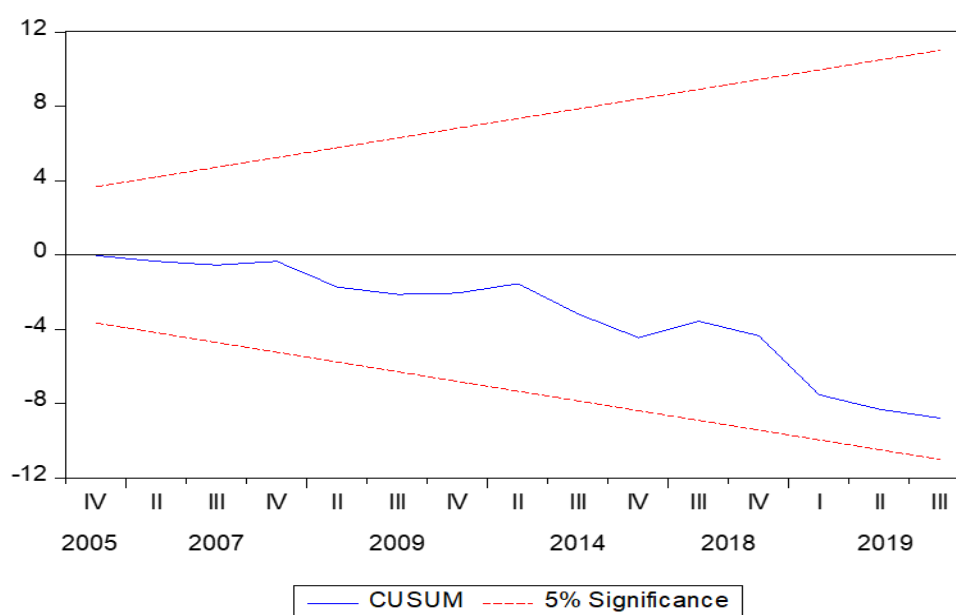
F-statistic	1.211218	Prob. F(2,13)	0.3293
Obs*R-squared	3.612660	Prob. Chi-Square(2)	0.1643

➤ Tests de normalité des erreurs

Le test de normalité des erreurs est une hypothèse fondamentale dans l'analyse de régression et des tests statistiques. Dans le contexte de notre étude, notre choix s'est porté sur le procédé d'évaluation quantitative de Jarque-Bera. Le test de Skewness/Kurtosis (ou test de Jarque-Bera) est utilisé pour vérifier si les erreurs (ou résidus) d'un modèle de régression prennent une distribution normale. Ce test combine les mesures de l'asymétrie (skewness) et de l'aplatissement (kurtosis) des résidus. Il assimile ces mesures à celle d'une distribution normale, et une déviation significative indique une non-normalité, (Jarque-Bera, 1980).

Les conditions de ce test se présentent de la façon suivante :

- H_0 : les erreurs sont normalement distribuées ;
- H_1 : les erreurs ne sont pas normalement distribuées ;
- Si $P > 5\%$ on accepte H_0 ;
- Si $P < 5\%$ on accepte H_1 .

Graphique n°2 : Evolution du test de normalité des erreurs**Graphique n°3 : Test de Cusum**

Comme nous pouvons le constater ci-dessus, la courbe n'est pas au-delà du corridor dans ce test, le résultat révèle la stabilité du modèle, par conséquent, d'après le graphique, il est clair que les coefficients de l'équation sont stables, car le modèle estimé se situe dans la limite de signification de 5%. Ainsi le modèle est correctement spécifié

VI. Conclusion et Recommandation

Ce travail a analysé l'impact de l'entrepreneuriat sur la croissance économique en République du Congo. Notre objectif a été de vérifier la contribution de l'activité entrepreneuriale dans la croissance économique. En République du Congo, l'activité entrepreneuriale est en progression bien que de nombreux facteurs de blocage ralentissent l'entrepreneuriat afin d'expliquer l'impact de l'activité entrepreneuriale sur le dynamisme de l'économie congolaise, nous nous sommes appuyés dans cette étude sur deux principales conceptions. La première est celle de la poursuite de l'opportunité (entrepreneuriat d'opportunité) et la seconde est celle de la nécessité (entrepreneuriat de nécessité). L'approche par opportunité stipule que la création d'entreprise relèverait d'une intention stratégique alors que celle en termes de nécessité est fondée sur une stratégie de survie. En utilisant le modèle ARDL, les

résultats économétriques ont montré que si l'entrepreneuriat de nécessité apparaît comme une solution alternative au problème de chômage et de revenu, il a une influence négative sur la croissance économique. Il découle des résultats qu'à court terme l'entrepreneuriat est significatif et explique négativement la croissance économique suite au coefficient associé qui est négatif (-0,132759). L'Indice de facilité de faire les affaires et le capital humain sont significatifs et expliquent positivement la croissance économique. A long terme, les variables entrepreneuriat, capital humain et indice de facilité de faire les affaires impactent favorablement la croissance économique. Le capital humain et l'indice de développement des affaires ne sont pas significatifs. Les résultats économétriques recueillis dans ce travail conviennent avec la revue de la littérature et valident les théories avancées.

A la lumière de ce travail il se dégage d'importantes implications. Nous recommandons aux décideurs politiques et les autorités les politiques suivantes à mettre en œuvre : D'abord, Sachant que l'activité entrepreneuriale en République du Congo évolue dans un cadre de survie, il est difficile pour cette dernière de contribuer pendant longtemps dans la croissance du produit intérieur brut de

manière significative. En revanche, si l'on veut tirer les avantages de l'entrepreneuriat en matière de croissance économique, les pouvoirs publics devraient plutôt encourager l'entrepreneuriat de qualité orienté vers l'exploitation des opportunités offertes dans les secteurs tels que l'exploitation minière, l'agro-industrie, les services de transport, l'agroalimentaire, et la foresterie. Ensuite, concernant l'indice facilité de faire les affaires, les éléments qui permettent d'encourager la création d'entreprise dans ces secteurs gravitent autour des améliorations dans des domaines tels que les infrastructures, l'accès aux financements, les lourdeurs administratives (frais élevés et longs délais pour l'octroi de licences et pour l'enregistrement des entreprises) et la fiscalité. Le positionnement de l'action publique vers l'entrepreneuriat de croissance implique également la mise en place des mesures visant à accompagner les entreprises de croissance dès leur création et faciliter l'accès des PME à de nouveaux marchés en assurant la migration des unités commerciales du statut informel vers le secteur formel, avec une fiscalisation qui ne cause pas trop de mal et une sécurité réelle contre la parafiscalité.

Enfin, il est nécessaire que L'état mette en place un programme d'appui aux très petites entreprises et moyennes entreprises. Celui-ci devrait prendre en compte à la fois l'appui financier et l'appui non financier. Concernant l'appui financier, favoriser le crédit bancaire par la mise en œuvre de mécanismes de garantie pour inciter les banques à accorder des prêts à des conditions préférentielles aux jeunes porteurs de projet d'entreprises. Quant à l'appui non financier, les pouvoirs publics doivent promouvoir l'encadrement des créateurs de projet d'entreprise et des potentiels entrepreneurs dans les secteurs tels que l'information sur la prise de décision, l'assistance dans le développement des plans d'affaire, la formation sur le management et le développement personnel, les études de faisabilité et le soutien technique.

Références

1. ACS, Z. J. DESAI, S et J. HESSEL. (2008), « Entrepreneurship, economic development and institutions », *Small Business Economics*, vol. 31, n° 3, pp. 219-234.
2. AI-AISHEH, A. (2018), «Entrepreneurship and Economic Growth: Case of Kuwait" By Alia Ali Abu-Aisheh Course », "Applied Macroeconomic Theory" Taught by Professor Mohammad Alawin Kuwait University, College of Business Administration Spring ,pp.1-22. Kuwait@Sciencespo.fr.
3. Audrestsh, D. KEIBACH, M et E. LEHMAN. (2006), « Entrepreneurschip and Economic growth », oxford university press.
4. AUDRETSCH, D.B. et M.C. KEILBACH. (2004), «Does entrepreneurship capital matter», *Entrepreneurial theory Pract*, vol.28, n°2, pp.419-429.
5. AUDRETSCH, D.B, ACS, Z.J, BRAUNERHJELM et CARLSSON. (2005), « Growth and Entrepreneurship: An Empirical Assessment», *Discussion paper series*, center for economic policy research, vol.8, n°5409.
6. Aubry, T, Ecker, J, Yamin, S, J. Jetté Et J. Sylvestre. (2015), « Findings from A Fidelity Assessment of a Housing First Programme in a Small Canadian City», *European Journal of a Homelessness*, vol.9, n°2, pp. 189-213.
7. BOETTKE. P. (1989), "Entrepreneurship, and the entrepreneurial market process: Israel Kirzner and the two levels of analysis in spontaneous order studies" the review of Austrian.
8. BAD (2011), Développement en Afrique : le secteur privé en tant que moteur du développement économique en Afrique.
9. Baldegger, R, Brülhart, J.A, Schüffel, P. E et T. STRAUB. (2010), « Global Entrepreneurship Monitor (GEM) : L'entrepreneuriat en comparaison internationale », Rapport national Suisse, Haute École de Gestion de Fribourg.
10. Banque Mondiale (2021), La Banque mondiale en République du Congo : vue d'ensemble, <https://www.banquemonde.org>
11. BAUMOL. W-J. (1968), « entrepreneurship in Economic theory », *American Economic review*, vol.52, pp. 64-71.
12. BIT(2015), Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs, 104^e session, Genève.
13. BOSMA.N, J. Sanders, C.M et E. Stam. (2018), «institutions entrepreneurschip and economic growth in europe », *Small business Economics*, vol.51, pp. 483-499.
14. CARREE, M.A. et A. R. THURIK. (2002), « The Impact of Entrepreneurship on Economic Growth », *International Handbook of Entrepreneurship Research* , vol.17, pp. 437-471.
15. CNUCED (2012), l'entrepreneuriat au service du développement.
16. CNUCED (2015), l'examen de la politique d'investissement en république du Congo.
17. D.HOLTZ-EAKIN et C.KAO. (2003), « Entrepreneurship and Economic Growth: the proofis the productivity, center for polyci research, Maxwell school.Syracuse university », working paper N°50.
18. DAOUDI, I. (2021), « Entrepreneuriat et croissance économique en Algérie : quelle relation ? » vol.05, n°1, pp. 506-516.
19. DEAN, T.J et G.D. MEYER. (1996), « Industry Environments and New Venture Formations » in « U.S. Manufacturing: a Conceptual and Empirical Analysis of Demand Determinants», *Journal of Business Venturing*, vol.11, n°2, pp. 107-132.
20. DEJARDIN, M. (2003), « Entrepreneuriat et croissance : une conjonction évidemment favorable ? » 13p <http://128.118.178.162/eps/dev/papers/0306/0306003.pdf> Discussion Paper Series, Industrial organization, CEPR.
21. DOA, S. (2014), « l'impact de l'entrepreneuriat et liberté économique sur la croissance économique », justice sociale et développement économique 20^{ème} conférence annuelle de l'ERF.
22. ECOM (2005), Profil de la pauvreté au Congo en 2005, Enquête congolaise auprès des ménages.
23. FEKI, Chiraz et N. Chtourou. (2014), «Entrepreneuriat et croissance économique : effet du capital social», *Revue internationale d'innovation et d'études appliquées*, vol.6, n°2 pp.677-690.
24. FMI (2021), Perspectives de l'économie mondiale.
25. GALINDO, A. M et M.T. MENDEZ. (2014), « Entrepreneuriat, croissance économique et innovation : les effets de rétroaction sont-ils à

- l'œuvre ? », *Journal of business research*, vol.67, n°5, pp. 825-829.
26. Galindo, A.M et M.T. Mendez. (2013), « Entrepreneuriat, croissance économique et innovation », *Management décision*, vol.51, n°3, pp. 501-514.
 27. GEM Global Entrepreneurship Monitor (2002), Executive Report. www.Gemconsortium.org
 28. GUEYE, T. N. (2022), « Rôle du capital social sur les effets de l'entrepreneur sur la croissance économique des pays en développement : une analyse empirique », *African Scientific Journal*, Vol. 03, n°15 pp. 112-141.
 29. GERCEKER, M, OZEL. B et A. AHMET. (2014), « Effects of entrepreneurship on economic growth in Turkey: an empirical analysis », *International academic conference, prague*, vol.4, n°5, pp. 438-451.
 30. Hills, G.E, Lampkin T.G et R.P. Singh (1997), « Opportunity Recognition: Perceptions and Behavior of Entrepreneurs », *Frontiers of Entrepreneurship Research*, Wellesley, MA Babson College.
 31. HOLCOMBE, R. G. (1998), « Entrepreneurship and Economic Growth », *The Quarterly Journal of Austrian Economics*, vol.1, n°2, pp. 45-62.
 32. KIRZNER, I.M. (1977), « Entrepreneurial discovery and the competitive market process: an Austrian approach », *Journal of Economic Literature*, vol.35, n°3, pp. 60-85.
 33. KRUEGER, N. (1993), « The impact of prior entrepreneurial exposure on perceptions of new venture feasibility and desirability », *Entrepreneurship theory and practice*, vol.18, n° 1, pp.23-36.
 34. Makosso, B. (2013), « L'entrepreneuriat dans un contexte d'adversité : une analyse des déterminants de la création de nouvelles entreprises au Congo Brazzaville », *Revue de l'entrepreneuriat*, vol.12, n°3, pp. 11-31.
 35. MEKHZOUMI, L et G. HICHEM. (2021), « impact de l'entrepreneuriat dans les pays industrialisés », *Business and management sciences*, vol.4, n°1, pp. 594-621.
 36. MINNITI, M. (2005), « Entrepreneurship and network externalities », *Journal of Behavior and Organization*, vol.57, n°1, pp. 1-27.
 37. NZAOU, J. (2015), « renaissance entrepreneuriale et dynamique de croissance au Congo », *International Multilingual journal of contemporary research*, vol.3, n°1, pp. 52-62.
 38. OIT (2020), *Tendance mondiale de l'emploi, BIT, Genève.pour l'évaluation de la pauvreté, Rapport final.*
 39. SABENA, H. (2021), « Dynamique entrepreneuriale en Algérie quel est le rôle des institutions ? », *Revue d'excellence pour la recherche en économie et en gestion*, vol.5, n°1, pp. 429-441.
 40. SALGADO, B. H. (2005), « Entrepreneurship, economic growth: An Empirical Analysis », *Journal of Development Entrepreneurship*, vol.12, n°1, pp. 3-29.
 41. SAY, J.B. (1803), *traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, Paris, *économica* 2^{ème} vol.
 42. SCHMITZ, J.A. (1989), « Imitation, Entrepreneurship, and Long-Run Growth », *Journal of Political Economy*, vol. 93, n° 3, pp. 721-739.
 43. SCHUMPETER, J.A. (1911), *Théorie de l'évolution économique*, Paris, Dalloz.
 44. SHANE, S et S. VENKATARAMA. (2000), « The promise of entrepreneurship as a field of research », *Academy of management Review*, vol.25, n°1, pp. 217-226.
 45. SOLOW, R. (1956), « A contribution to the theory of economic growth » *Quarterly journal of economics*, vol.70 n°1, pp.65-94.
 46. STERNBERG, R. et A.R WENNEKERS. (2005), « The determinants and effects of new Business creation using Global Entrepreneurship Monitor Data », *Small Business Economics*, vol.24, n°3. pp. 193-203.
 47. THURIK, R. (2009), « Entrepreneurship, economic growth and policy in emerging economies », *UNI-WIDER Research paper* n° 2009/12.
 48. URBANO, D. et C. ALVAREZ. (2014), « Institutional dimensions and entrepreneurial activity: an international study », *Small Business Economics*, vol. 42, n° 4, pp. 703-716.
 49. WENNEKERS, S. VAN STEL, A. THURIK. R et P. REYNOLDS. (2005), « Nascent entrepreneurship and the level of economic development », *Small Business Economics*, vol.24, n°3, pp. 293-309.
 50. WONG, K, HO YUEN PING. et A. ERKKO. (2005), « Entrepreneurship, Innovation and Economic Growth: evidence from GEM Data », *Small Business Economics*, vol n°24, pp. 335-350.
 51. ZOLTAN, J. (2018), « Growth and Entrepreneurship: an Empirical Assessment », *Discussion Paper series, industrial organization, CEPR*, n°3